

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE FRANCE S.A.S (ex DECATHLON)

« Terres d'Epinoy »
Parc d'activité de l'aérodrome ouest
59220 Rouvignies

Références : 2025-V1-401
Code AIOT : 0007005435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement LOGISTIQUE FRANCE S.A.S (ex DECATHLON) implanté « Terres d'Epinoy » Parc d'activité de l'aérodrome ouest 59220 Rouvignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans la cadre du récolement des suites de la visite du 20/06/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE FRANCE S.A.S (ex DECATHLON)
- « Terres d'Epinoy » Parc d'activité de l'aérodrome ouest 59220 Rouvignies
- Code AIOT : 0007005435

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Logistique France SAS (ex DECATHLON) est une société qui détient une vingtaine d'entrepôt en France ce qui lui confère une forte expérience dans le domaine de la logistique.

Le site concerné se trouve sur la commune de Rouvignies.

Il s'agit d'une plateforme logistique destinée à la desserte du Nord de l'Europe, sur un croissant Bénélux - Nord de France et stocke uniquement du textile.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 17 octobre 2012 modifié le 25 novembre 2015, le 21 décembre 2016 et le 1er décembre 2020.

Le bâtiment offre une forme générale en U. Il est composé de deux zones de stockage reliées par les bureaux et locaux techniques.

Chaque aile logistique se compose, de 6 cellules de surfaces inférieures à 6 000 m² presque entièrement automatisées. Une passerelle permet également de relier la cellule 3 à la cellule 10. Cette passerelle abrite des convoyeurs et permet le transit des cartons d'un bâtiment à l'autre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Défense incendie (hors EAI)	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone de charge de batteries - C1, 2, 3 et 4	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 8.5	Sans objet
3	Défense incendie (EAI)	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2	Sans objet
4	POI - PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
5	Bassins de rétention et d'infiltration des EP	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.5.1	Sans objet
6	PAC de modifications	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de lever la plupart des non-conformités relevées lors de la précédente inspection du 20/06/2024 (rapport réf. 2024-V1-315).

Une non-conformité subsiste, elle concerne la justification de la suffisance des moyens de lutte incendie dont dispose l'exploitant. Un nouveau projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint en ce sens au présent rapport. Celui-ci remplace le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé dans le rapport 2024-V1-315 du 11/07/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone de charge de batteries - C1, 2, 3 et 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Zone de charge de batteries - C1, 2, 3 et 4
Prescription contrôlée : <u>Article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/12/2020:</u> A l'issu du chapitre 8.4 de l'AP du 17/10/2012 modifié est inséré le chapitre suivant : Chapitre 8.5 Zones de charge des batteries : les cellules 1, 2, 3 et 4 comportent des zones de charge implantées selon le schéma repris ci-dessous : [cf SCHEMA] Ces zones de recharge sont distantes de 3 mètres de toute matière combustible et sont protégées contre les risques de court-circuit. Elles sont délimitées par des marquages au sol. Les zones de charge sont dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriées aux risques et conformes aux normes en vigueur. Les batteries Lithium utilisées sont des batteries étanches qui ne nécessitent ni entretien ni ajout d'eau. Les batteries utilisées sont dotées d'une technologie qui produit peu d'hydrogène. Le seuil de la concentration en hydrogène dans l'air ne doit pas dépasser 1%. Constats : <u>Constat issu de la visite du 20/06/2024 :</u> Le jour de l'inspection, seule une zone de charge en cellule 3 est présente. L'exploitant précise que les zones de charge en cellule 1,2 et 4 ont été supprimées. Par ailleurs cette zone de charge en cellule 3 a été agrandie et dispose à présent de 3 lignes de recharge (contre une seule présente initialement - cf schéma et photo). Cette zone de charge n'est pas distante de 3 m de toute zone de stockage de combustible, elle est en effet accolée à un rack de stockage (cf photo).Par ailleurs elle n'est pas délimitée par un marquage au sol. <u>Non-conformité :</u> <i>il convient de délimiter la zone de charge de batterie en cellule 3 par un marquage au sol et de respecter une distance de 3 m avec les stockages de matières combustibles présents au sein de cette cellule.</i> <i>Par ailleurs, cette situation constitue une modification notable qui n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance (cf PC n° 9)</i>

Projet APMD associé :

Article 1 - La société S.A.S LOGISTIQUE FRANCE , dont le siège social est situé 4 Boulevard de Mons - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ est mise en demeure de respecter, pour son site de ROUVIGNIES, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2012 modifié susvisé en :

- Respectant les distances d'éloignement de la zone de charge de batteries en cellule 3 avec les combustibles présents au sein de cette cellule et en la délimitant par un marquage au sol.

Constats :

L'exploitant a transmis, par courrier du 15/05/2025 la preuve du déplacement de la zone de charge à 3 m des combustibles et de la réalisation du marquage au sol. Par ailleurs un PAC de modification, précisant la nouvelle localisation, a été transmis à la préfecture par l'exploitant le 17/10/2025.

Le jour de la visite cette nouvelle zone ainsi que son marquage ont été observés.

Ce point est à présent conforme et a été retiré du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense incendie (hors EAI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie (hors EAI)

Prescription contrôlée :

Article 16 de l'APC du 25/11/2015 :

la première phrase de l'article 7.7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2012 est modifiée comme suit :

La défense extérieure contre l'incendie est assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 360 m³/h utilisables en 3 heures soit 1080 m³.

Après la phrase: « Un bassin de réserve complémentaire de 360 m³ équipé de 3 aires de mise en station avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours » est ajoutée la phrase suivante: « Un bassin de réserve complémentaire de 120 m³ équipé d'une aire d'aspiration de 10 x 4 mètres avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours. Cette réserve doit être située en dehors des flux thermiques.

[...]

Article 7.7.3.1.2 APA du 17/10/2012 modifié:

*La défense extérieure contre l'incendie est assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 300 m³/h utilisables en 3 heures soit 900 m³ --> **modifié par APC du 25/11/2015 ci-dessus.***

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment

:

Afin de respecter ces dispositions, sont implantés :

- des appareils d'incendie (bouches, poteaux ...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers. Notamment :

12 poteaux d'incendie privés DN150 sur un réseau bouclé capable d'assurer un débit minimum de 180 m³/h).

Un bassin de réserve complémentaire de 360 m³ équipé de 3 aires de mise en station avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours.

Un bassin de réserve complémentaire de 120 m³ équipé d'une aire d'aspiration de 10 x 4 mètres avec têtes de branchement normalisées pour les véhicules de secours. Cette réserve doit être située en dehors des flux thermiques.

Les poteaux incendie sont répartis judicieusement autour du bâtiment, à moins de 100 mètres des cellules les plus défavorisées et distants entre eux de 200 mètres.

[...]

- Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des locaux, [...]

- des robinets d'incendie armés de diamètre nominal 33 [...] et leurs emplacements sont signalés d'une façon visible.

[...]

Constats :

Constats issus de la visite du 20/06/2024 :

[...]

Le site dispose de 12 poteaux incendie (PI) répartis autour du site et de deux réserves incendie d'un volume de 360 m³ et 120 m³.

Le dernier rapport de contrôle des PI réalisé par la société DESAUTEL en date du 05/07/2023 indique des débits mesurés entre 120 m³/h et 124 m³/h à 1 bar. Le DN des PI précisé dans ce rapport est DN100.

Le dernier rapport de reconnaissance opérationnel du SDIS a également été présenté (rapport n°55 du 07/12/2021). Ce rapport indique des débits mesurés allant de 120 m³/h à 140 m³/h à 1 bar sur des PI en DN150.

Enfin, lors de la visite terrain (cf photo ci-dessous), il est observé que les PI portent tous un affichage précisant qu'ils sont « surpressés » à 8,2 bar. L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer cette information et les derniers rapports de vérification ne font pas mention d'une telle pression dans le réseau.

Non-conformité : *Les moyens en eau disponibles, poteaux incendie, ne répondent pas à la prescription édictée ci-dessus. Les DN ne semblent pas correspondre (à la vue de la forme du poteau et des différents rapports), le débit requis ne semble pas atteint.*

Ces moyens ne paraissent ainsi pas suffisants pour répondre aux besoins en eau pour la lutte incendie du site, à savoir 360 m³/h disponibles durant 3h soit 1080 m³.

L'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que les moyens dont il dispose sont suffisant pour couvrir les besoins en eau d'extinction incendie de son site.

Observation : il convient de s'assurer des informations présentes dans les différents rapports concernant le DN des 12 poteaux incendies présents sur le site ainsi que de la pression dans le réseau des PI.

Projet d'APMD associé :

Article 2 - La société S.A.S LOGISTIQUE FRANCE , dont le siège social est situé 4 Boulevard de Mons - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, est mise en demeure de respecter, pour son site de ROUVIGNIES, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et des articles 1.6.1, 7.3.4, 7.5.1.1.1 et 7.7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2012 en :

[...]

- disposant des moyens en eaux suffisants pour sa lutte contre l'incendie et en transmettant les justificatifs à l'inspection ;

Constats :

L'exploitant a transmis, préalablement à la visite d'inspection, le rapport du SDIS (juillet 2024) précisant les débits unitaires, mesurés à 1b, des 12 PI du site. Ceux-ci varient de 128 à 138 m³/h environ.

L'exploitant a également présenté en séance le rapport de mesures CLF SATREM réalisé en mars 2025. Ce rapport indique des débits proches de 160 m³/h sans préciser la pression du réseau (a priori supérieure à 1b d'après les mesures). Toutefois aucune mesure n'a été réalisée en simultané. Les différents rapports observés ne sont pas de nature à démontrer que les moyens en eau dont dispose l'exploitant sont suffisants pour répondre à ses besoins.

Ces documents ne permettent pas de lever la non-conformité relevée lors de la précédente inspection du 20/06/2024. Aussi la proposition de mise en demeure est maintenue sur ce point selon le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Défense incendie (EAI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie (EAI)
Prescription contrôlée :
L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment

:

[...]

- un réseau d'extinction automatique à eau (ou réseau sprinkler). il sera conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215, à la règle R1 de l'APSAD ou tout référentiel équivalent. Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage.

L'alimentation des motopompes doit être secourue. Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

[...]

APA du 17/10/2012 - Article 7.3.4 Vérification périodique et maintenance des équipements :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Constats issus de la visite du 20/06/2024 :

Le site dispose d'un réseau d'extinction automatique incendie alimenté par 2 cuves de 700 m³.

Le dernier rapport de contrôle en date du 11/06/2024 (selon le référentiel NFPA13 pour les contrôles des 3 et 4/06/2024) réalisé par la société CLF SATREM fait état de 3 non-conformités (sans risque de mise en échec du système) et de plusieurs observations.

Le rapport issu de la précédente visite (en date du 20/11/2023) faisait déjà état de ces mêmes remarques.

Enfin après investigation, il apparaît que la majeure partie de ces constats est identifiée depuis la visite du 16/05/2022, date depuis laquelle la société CLF SATREM réalise les contrôles.

L'exploitant a mis en place quelques actions correctives concernant certaines observations (mais pas la totalité) mais n'a pas résorbé les non-conformités ni l'ensemble des observations issues de ces rapports.

Aucun outil de suivi ne permet de vérifier ou de suivre l'avancement des actions correctives mises en place à l'issue des contrôles réalisés.

Non-conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un enregistrement ou suivi des suites données aux vérifications des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie (particulièrement concernant son système d'extinction automatique incendie).

Projet APMD associé :

Article 2 - La société S.A.S LOGISTIQUE FRANCE , dont le siège social est situé 4 Boulevard de Mons - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, est mise en demeure de respecter, pour son site de ROUVIGNIES, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et des articles 1.6.1,

7.3.4, 7.5.1.1.1 et 7.7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2012 en :

[...]

- justifiant des suites destinées à la levée des non-conformités relevées lors du contrôle des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie et notamment de son système sprinklage et en disposant d'un outil pérenne permettant le suivi des suites données aux vérifications de l'ensemble de ses équipements concourant à la lutte contre l'incendie ;

—

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis la preuve de la résorption de la quasi totalité des non-conformités et des observations issues du rapport de contrôle du sprinklage examiné lors de la dernière visite du 20/06/2024.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification semestrielle du sprinklage (rapport CLF SATREM du 25-26/0/2025). Ce rapport comporte une non-conformité résiduelle (en cours de résorption) ainsi que quelques observations / améliorations.

Les outils de suivi (fichier excel spécifique au site et application nationale), permettant de visualiser l'ensemble des actions menées ainsi que les actions correctives sur l'ensemble des équipements du site, ont été présentés en séance par l'exploitant.

Le devis correctif signé faisant suite à cette dernière visite de vérification a également été présenté.

La prescription est à présent respectée sur ce point qui a par conséquent été retiré du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : POI - PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »

[...]

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
[...]

APA du 17/10/2012 - Article 7.5.1.1 Plan d'Opération Interne (POI)

L'exploitant établit un POI.

[...]

APA du 17/10/2012 - Article 7.5.1.1.4 mise à jour du POI :

Le POI est mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

APA du 17/10/2012 - Article 7.5.1.1.5 organisation des exercices :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense incendie. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Constats :

Constats issus de la visite du 20/06/2024 :

L'exploitant dispose d'un POI dont la dernière mise à jour date d'avril 2020. Ce document n'est toutefois pas visé et n'est pas à jour.

Par ailleurs l'exploitant n'a pas réalisé de test depuis plus de trois ans.

Ce POI n'intègre pas le plan de défense incendie (PDI) tel qu'exigé par l'article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017.

En séance l'exploitant précise que le document est en cours de révision.

Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas d'un POI à jour ni d'un PDI (ou intégrant celui-ci).

Non-conformité : le POI n'a pas été testé depuis plus de trois ans.

Projet APMD associé :

Article 2 - La société S.A.S LOGISTIQUE FRANCE , dont le siège social est situé 4 Boulevard de Mons - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, est mise en demeure de respecter, pour son site de ROUVIGNIES, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et des articles 1.6.1, 7.3.4, 7.5.1.1.1 et 7.7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2012 en :

[...]

- disposant d'un plan d'opération interne (P.O.I) incluant le plan de défense incendie (P.D.I) du site.

—

Constats :

L'exploitant a transmis, à l'inspection ainsi qu'au SDIS, son POI à jour (version novembre 2024).
Le SDIS a également été destinataire d'une version comportant uniquement les éléments du PDI extraits du POI.
Enfin, le POI a été testé avec le SDIS lors d'un exercice le 15/05/2025.

Le document a été examiné par l'inspection de manière non exhaustive, quelques remarques ont été faites en séance à l'exploitant. Elles concernent la mise à jour des débits des PI ainsi que la nécessité de compléter le chapitre relatif aux prélèvements environnementaux avec le nom des sociétés en charge de ces prélèvements notamment.

Observation : Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte ces dernières remarques et de mettre à jour le POI en conséquence.

Il est rappelé à l'exploitant que, dans le cas où les premiers prélèvements environnementaux seraient réalisés par des personnes appartenant au site, celles-ci devront être correctement formées et aptes aux tâches qui leur seraient confiées.

La prescription est à présent respectée sur ce point. Le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint a été mis à jour en conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassins de rétention et d'infiltration des EP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de rétention et d'infiltration des EP

Prescription contrôlée :

APA du 17/10/2012 - Article 4.3.5.1 identification des effluents :

Les effluents du site sont :

[...]

Les eaux pluviales : on distingue trois types d'eaux pluviales :

- Les eaux pluviales de parkings et voiries des accès du site : elles sont collectées, transitent par un séparateur d'hydrocarbures puis se déversent dans le bassin d'infiltration avec surverse (limitée à 2 l s/ha au réseau public. Une vanne manuelle et motorisée asservie au déclenchement du système d'extinction automatique permet d'obturer le passage en amont du séparateur hydrocarbures en cas de sinistre.
- Les eaux pluviales des autres voiries sont collectées vers un bassin étanche dimensionné pour une pluie centennale. Un séparateur hydrocarbures en sortie de bassin étanche permet de traiter les effluents vers le bassin d'infiltration. Une vanne manuelle et motorisée asservie au déclenchement du système d'extinction automatique permet d'obturer le passage en amont du séparateur hydrocarbures en cas de sinistre, permettant la rétention des eaux d'extinction incendie dans le bassin étanche, les cours camions (sur 20cm maximum de profondeur) et les réseaux.

- Les eaux pluviales de toiture non susceptibles d'être polluées sont collectées, et déversées dans les bassins d'infiltration avec surverse (limitée à 2l s/ha) raccordée au réseau public.

APA du 17/10/2012 - Article 7.6.2 confinement :

Le volume de rétention défini à l'article 7.6.2 confinement est porté à 2 324 m³ au lieu de 2 050 m³ repris dans l'arrêté du 17 octobre 2012.

Par ailleurs, le mode de rétention sur site défini à ce même article est modifié comme suit :

Le volume de rétention sur le site est réalisé par :

- **la rétention dans un bassin extérieur étanche d'un volume de 7 944 m³ assurant la régulation d'une partie des eaux pluviales et la rétention des eaux incendie ;**

[...]

Constats :

Constats issus de la visite du 20/06/2024 :

demande de justificatifs :

L'exploitant doit transmettre la justification de l'étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ainsi que de la capacité d'infiltration du bassin d'infiltration au vu de l'absence de maintenance de celui-ci.

Les volumes disponibles de ces deux bassins doivent également être reprecisés et démontrés.

—

Constats :

L'exploitant a transmis, par courrier du 15/05/2025, le rapport d'intervention de la société SNPC du 15/07/2024 qui conclut en un bon état de la bâche pour le bassin de rétention.

A noter que, dans son courrier du 15/05/2025, l'exploitant précise que ce bassin a un volume de 6000 m³. Il s'agit d'une coquille, en effet en séance le plan associé au DOE a permis de constater que le volume du bassin de rétention est bien de 7944 m³.

L'entretien du bassin d'infiltration a été réalisé en 2025 (nettoyage des feuilles pouvant impacter l'infiltration à long terme). Ce nettoyage a été ajouté comme acte de maintenance préventive au contrat d'entretien des espaces verts (fréquence annuelle).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PAC de modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1

<p>Thème(s) : Situation administrative, PAC de modifications</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats issus de la visite du 20/06/2024 :</u></p> <p><i>Le jour de l'inspection, les zones de charges de batterie ont été modifiées vis à vis de la situation autorisée par l'arrêté préfectoral du 01/12/2020 (cf point de contrôle n°1).</i></p> <p><i>Par ailleurs des zones de stockage de palettes en masse sont présentes au sein des cellules 3 et 5 (cf photos). Ces stockages ne sont pas autorisés. Il convient de les retirer et de régulariser leur situation dans le cas où l'exploitant souhaiterait pérenniser ces modes et lieux de stockage.</i></p> <p><i>Il est rappelé à l'exploitant que les porter à connaissance sont préalables à la réalisation de modifications.</i></p> <p><i><u>Non-conformité :</u> il convient de porter à la connaissance l'ensemble des modifications survenues sur le site avec tous les éléments utiles d'appréciation.</i></p> <p><u>Projet APMD associé :</u></p> <p>Article 2 - La société S.A.S LOGISTIQUE FRANCE , dont le siège social est situé 4 Boulevard de Mons - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, est mise en demeure de respecter, pour son site de ROUVIGNIES, <u>sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté</u>, les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et des articles 1.6.1, 7.3.4, 7.5.1.1.1 et 7.7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2012 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> portant à la connaissance du Préfet les modifications survenues sur son site et notamment la modification de la zone de charge de batteries en cellule 3 ainsi que les zones de stockages en masse dans les cellules 3 et 5 ; <p>[...]</p> <p>—</p> <p><u>Constats :</u></p> <p>L'exploitant a transmis, le 17/10/2025, un PAC comportant les modifications survenues sur son site et particulièrement : la modification des zones de recharge de batteries ainsi que les stockages en masse de palettes. Ce PAC fera l'objet d'une instruction et d'un rapport distincts.</p> <p>Ce point est a ce stade considéré comme conforme et a été retiré du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

